

## **ONU 2015 : pour une vraie politique internationale des droits des femmes !**

*Vingt ans après la 4<sup>e</sup> conférence mondiale sur les droits des femmes, les Etats sont attendus à l'ONU. La France devrait saisir cette occasion pour porter sur la scène internationale son engagement affiché pour les droits des femmes.*

Du 9 au 20 mars prochain, les représentants-es des Etats du monde entier vont se réunir à New-York lors de la 59<sup>e</sup> session de la CSW (Commission de la condition de la femme). Ils examineront les progrès réalisés depuis la conférence de Pékin de 1995, lors de laquelle ils avaient signé un programme d'action en faveur de l'égalité des sexes. Ils s'étaient notamment engagés à garantir l'accès à l'éducation et à l'information en matière de sexualité et à revoir les sanctions existantes contre les femmes en cas d'avortement. Ils avaient également affirmé que les femmes étaient « maîtresses » de leur sexualité – une première !

Vingt ans plus tard, que reste-t-il de cette conférence historique ? Dans de nombreux pays, le programme d'action a inspiré des politiques qui ont amélioré la vie des femmes, mais les progrès sont insuffisants et nombre de promesses sont restées lettres mortes. L'accès à l'avortement, soigneusement écarté des débats internationaux, est toujours contesté dans des pays aussi proches que l'Irlande, Malte, la Pologne, l'Espagne ou Chypre. Quant à l'éducation à la sexualité, elle est devenue le nouveau cheval de bataille des réactionnaires en tous genres, en France mais aussi en Allemagne, où l'on voit des groupes de « Parents inquiets » demander la fin des séances dans les écoles.

### ***Porter une parole forte pour les droits des femmes***

**Conscient des progrès qu'il reste à réaliser, Le Planning Familial organise un évènement le lundi 9 mars à New-York sur l'éducation à la sexualité, en parallèle de la CSW.** Il réunira Pascale Boistard, Secrétaire d'Etat aux droits des femmes, ainsi que des intervenants-es de l'OMS, du FNUAP et de l'IPPF. La France, qui s'est distinguée par ses mesures récentes en faveur du droit à l'avortement, devra poursuivre ses efforts à l'international et prendre une position forte et assumée pour l'accès à l'éducation à la sexualité dans le monde. Il s'agit d'un droit humain et d'un enjeu crucial pour l'autonomie des femmes et l'égalité des sexes.

### **Informations pratiques :**

#### **Education à la sexualité : tremplin vers l'émancipation et l'égalité**

*Exemple dans trois pays. L'éducation à la sexualité en pratique ?*

- Pascale BOISTARD – Secrétaire d'Etat aux droits des femmes – France
- Représentant-e du gouvernement d'Afrique du Sud (à confirmer)
- Elke FERNER - secrétaire d'Etat au ministère de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse – Allemagne

*Les enjeux d'une éducation à la sexualité intégrée pour l'Égalité et l'Émancipation.*

- Fédération international du Planning Familial – IPPF
- Fonds des Nations-unies pour la Population – FNUAP
- Organisation mondiale de la santé – OMS

Lundi 9 mars, 11h30 – 12h45

ECOSOC Chamber, Conference Building, Nations-Unies, New-York

**Contact :** Christine Mauget # 06 71 39 44 87

